

La tyrannie de la bienveillance inhumaine des élus corrompus



Gilles Poux, maire PCF de La Courneuve.

La tyrannie de la bienveillance des lois des élus corrompus a créé la démesure entre le crime et le renoncement au châtimeut, ce qui débouche sur l'impossibilité du pardon. La tyrannie de la bienveillance de la CEDH pose la question des éléments totalitaires du système bureaucratique de l'UE anti-démocratique.

Un florilège tiré de "*Résistance républicaine*" de Christine Tasin, Dhimmitude, Djihad, Manipulations médiatiques, Légitime défense, République et laïcité, Sécurité, Immigration, Les Résistants, Guerre, Loi :

"Il n'était pas armé, il ne s'est pas défendu, il est mort ! Encore la Seine-Saint-Denis. Il est dangereux d'y vivre ou de vouloir y survivre... Ce que montre l'article du Parisien : pas de légitime défense..."

“S’il s’était armé et défendu, il serait peut-être encore vivant...Avec (la tyrannie de la bienveillance des lois des élus corrompus), il est donc mort en accord avec la loi, l’agression à main armée est légitime !

“Il n’ira pas au tribunal, mais au cimetière avec la “bénédiction” de “nos” (lois) !

“Quant aux meurtriers, s’ils sont arrêtés et jugés (?), il leur sera trouvé bien des excuses...”

<http://www.leparisien.fr> : “La Courneuve : un chef d’entreprise abattu par des malfaiteurs. Le gérant d’une succursale de Primagaz, un homme de 56 ans, (aurait été confronté) avec les braqueurs qui avaient pénétré dans les locaux. (Dans) la zone d’activités Mermoz à La Courneuve, le dirigeant de l’entreprise Sodigaz a été tué par des malfaiteurs. Ils auraient cherché à se faire ouvrir un coffre-fort. Dans des circonstances encore floues, ils auraient tiré un coup de feu sur le chef d’entreprise le blessant à l’épaule gauche. Le coup de feu s’avérera fatal. Alertés par la détonation, des témoins auraient indiqué avoir aperçu une équipe de cinq hommes encagoulés s’enfuir des lieux. Gilles Poux, maire (PCF) de La Courneuve s’est rendu sur les lieux avec l’un de ses adjoints alors que l’épouse de la victime rentrait dans l’entreprise.

“L’élu ne connaissait pas personnellement le responsable de cette succursale de Primagaz, mais il a souligné : *“C’est terrifiant de voir une personne qui fait son travail se faire abattre par des hommes qui viennent faire un casse pour prendre 3 francs, 6 sous. Tuer un père de famille pour rien, c’est dramatique”*. M. Poux, cela ne vous rendra pas plus réaliste, malheureusement, au PCF de nos jours, c’est rédhibitoire !”

La tyrannie de la CEDH totalitaire fait obligation d’élaborer une nouvelle science politique de l’UE.

En s'efforçant de comprendre la montée des systèmes totalitaires de l'UE anti-démocratique contre les peuples européens, la critique fait apparaître un point de rupture par rapport à la tradition de Soumission.

Pour dégager la spécificité totalitaire de l'UE, il faut reprendre l'historique des lois de la tyrannie de la bienveillance absurde et les abus irresponsables du pouvoir bureaucratique, comme le fondement des formes de gouvernement anti-démocratique de type soviétique. Ces lois de la tyrannie de la bienveillance absurde et les abus du pouvoir bureaucratique montrent comment le totalitarisme conduit à la tyrannie contre la pensée et contre la vie de l'esprit des peuples européens. Dans sa critique de l'UE, la Droite nationale reconnaît que le principal défaut du système bureaucratique de l'UE consiste à ne considérer que des abstractions sur des bases idéologiques sans jamais rien vouloir connaître des victimes du monde réel ni de la vraie vie des gens.

Qu'est-ce que la politique du gouvernement anti-démocratique de l'UE de type soviétique ?

Constituant le maillon mondialiste islamo-gauchiste libertaire, le gouvernement anti-démocratique de l'UE interroge sur sa capacité d'agir contre le crime à l'âge moderne. L'impunité des délinquants est toutefois devenu le privilège des criminels qui tuent les honnêtes gens et les ressortissants du 93.

La tyrannie de la bienveillance des lois des élus corrompus a créé le champ d'action des délinquants et tout un réseau des relations inhumaines abusivement qualifiées par la propagande des élus corrompus : le "vivre ensemble en forme de Soumission". C'est le caractère de l'action politique des élus corrompus que la faculté de produire des récits comme l'article paru dans Le Parisien : "Une Courneuve : un chef d'entreprise abattu par des malfaiteurs." Le propre de ce fait

divers du 93 est historique pour des citoyens électeurs qui savent bien que la tyrannie de la bienveillance des lois des élus corrompus constitue la figure du non sens.

La politique des élus corrompus repose sur un fait : la tyrannie de la bienveillance inhumaine.

Pendant ce temps : "Surtout ne pas réveiller La manif Pour Tous" (Le salon beige). C'est la grande crainte du gouvernement : "Alors que la très controversée question de la PMA pour toutes les femmes sera abordée lors des États généraux de la bioéthique, le gouvernement avance à pas de velours sur ce dossier potentiellement explosif. La secrétaire d'État chargée l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, multiplie ainsi les rencontres avec les associations LGBT pour les inciter à ne pas mettre d'huile sur le feu : "Laisser la Manif pour Tous s'énerver toute seule, ne débattiez pas avec Ludovine de la Rochère" (*NDLR : la figure de proue des anti mariage gay*), leur a-t-elle glissé. Leur conseillant d'être cool, calme, d'aller sur le terrain, avec des fleurs, de l'amour (gay), des bons sentiments... Une jolie photo d'un couple de femmes avec un bébé Cadum habillé en Petit Bateau, ce serait une super pub."

Pendant ce temps : "Dormez en paix, la police du régime veille... sur les intérêts de Jupiter. Comme en témoigne cette affaire" (Le salon beige). "Six mois d'enquête, un dossier d'instruction de 800 pages. Cette plainte ne pourrait être qu'un prétexte, selon l'accusé, pour poursuivre la vraie enquête, celle sur la fameuse "ingérence russe" qu'Emmanuel Macron voit partout..." (Tous parano ?)

Pendant ce temps : "Le gouvernement préfère subir une immigration de masse plutôt que de promouvoir une véritable politique familiale" (Le salon beige). "L'INSEE a procédé le 16 janvier 2018 à la publication des chiffres de la natalité française. Pour la troisième année consécutive, le nombre de naissances et le taux de fécondité ont baissé de façon

spectaculaire. La France s'éloigne fortement du seuil de renouvellement des générations (2,1). Cette évolution particulièrement inquiétante ne doit rien au hasard. Elle est la conséquence directe des attaques contre la politique familiale menées par les gouvernements de Hollande et poursuivies par celui de Macron. Depuis 2012, le plafond du quotient familial a été baissé deux fois (pour être ramené à 1 500 euros), le montant des allocations familiales a été divisé par 2 et même par 4 selon les niveaux de revenu avec les baisses successives de la PAJE (Prestation d'Accueil au Jeune Enfant). Comparée à une politique migratoire particulièrement laxiste, la politique familiale du gouvernement apparaît d'autant plus injuste.

“Tous les budgets dédiés à l'immigration explosent, que ce soit la hausse de l'Aide Médicale d'État ou l'enveloppe consacrée à l'accueil des migrants. Sur le plan quantitatif, le gouvernement français a accordé en 2017 – c'est un record absolu – 262 000 premiers titres de séjour et il n'a procédé qu'à 13 000 reconduites “forcées”. Le nombre de demandeurs d'asile a dépassé les 100 000 (100 412 exactement) et plus de 500 000 clandestins se maintiennent sur le territoire français. Cet effet de ciseaux souligne que le gouvernement préfère subir une immigration de masse plutôt que de promouvoir une véritable politique familiale et nataliste. De notre côté, notre choix est clair et nous ne cesserons de le défendre auprès de nos compatriotes.”

Thierry Michaud-Nérard